MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Europe centrale & pays baltes

Veille régionale du pôle

Développement durable

Juin 2025

Sommaire

Focus - nucléaire **3**
Autres faits saillants **4**
POLOGNE 4
HONGRIE 7
TCHÉQUIE 9
SLOVAQUIE 12
LITUANIE 15
LETTONIE 16
ESTONIE 17
Agenda **19**

+157 km

C'est la plus forte expansion ferroviaire de l'UE entre 2013 et 2023

Un record détenu par la Lituanie

0,0320 €/KWh

La Hongrie affiche le prix du gaz pour les ménages le plus bas de l'UE

Donnée enregistrée au second semestre 2024

Focus - nucléaire

Financement de la première centrale nucléaire polonaise

La première centrale nucléaire en Pologne sera construite dans la ville de Lubiatowo-Kopalino, en Poméranie. Son coût de construction est évalué à 192 Mds PLN (environ 45 Mds€). Le projet est porté par Polskie Elektrownie Jądrowe (PEJ), qui a déjà reçu des lettres d'intention couvrant plus de 70 % du financement prévu sous forme d'emprunts. À ce jour, 11 agences de crédit à l'exportation originaires d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie ont exprimé leur intention et leur volonté d'engager leurs ressources dans le premier projet de centrale nucléaire en Pologne.

PEJ a l'intention de trouver les 30 % restants du financement total de l'emprunt sur le marché commercial, y compris le marché national, qu'elle prévoit de tester au cours du 2nd semestre de l'année avec le soutien d'un consortium composé de la banque BNP Paribas et du consultant KPMG. Selon la société PEJ, l'obtention d'informations de la part des banques commerciales lui permettra de donner une forme définitive à la structure de financement du projet de la première centrale nucléaire en Pologne.

Signature d'un contrat relatif à la construction de deux réacteurs nucléaires en Tchéquie par l'entreprise coréenne KHNP

Le 4 juin 2025, les sociétés Elektrárna Dukovany II (EDU II) et KHNP ont signé un contrat prévoyant la construction de deux réacteurs sur le site de la centrale nucléaire de Dukovany. Le montant du projet s'élève à 407 Mds CZK (environ 16,3 Mds€) avec un achèvement du premier réacteur en 2036 et son raccordement au réseau en 2038. EDU II est détenu à 80 % par l'Etat tchèque et à 20% par l'entreprise semi-publique CEZ, elle-même détenue à 70% par l'Etat. Le contrat prévoit la participation de l'industrie tchèque à hauteur de 60 % de la valeur totale du projet, dont 30 % sont actuellement garantis juridiquement.

Autres faits saillants

POLOGNE

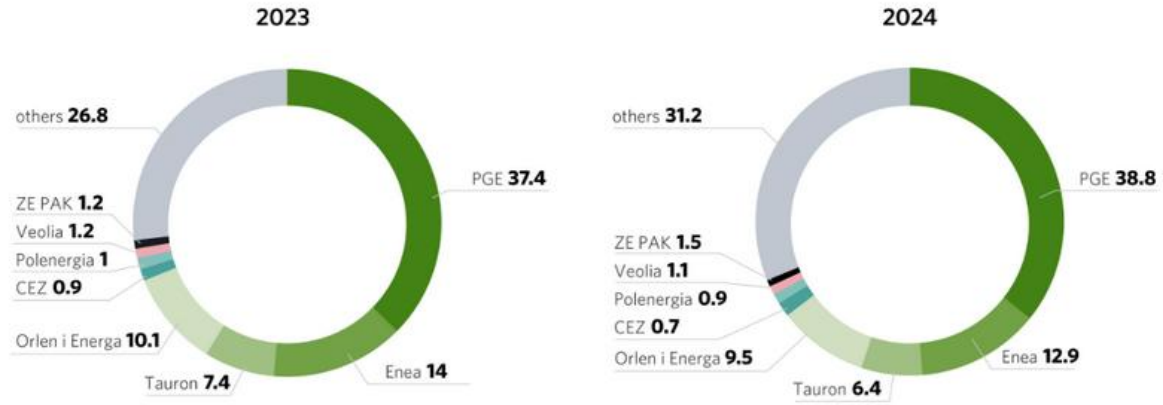
Financements

Le 26 mai, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et la Gestion des Eaux (*NFOŚiGW*) a lancé un appel à projets dans le cadre du programme « Instrument de soutien à l'économie bas carbone ». L'appui sera accordé sous forme d'investissements en capital dans des entreprises et projets du secteur de la mobilité propre et de l'énergie. Le programme est financé par le Plan national de Relance et de Résilience (PNRR). Son budget s'élève à 4,7 Mds PLN (1,09 Md€). Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 4 juillet. La mise en œuvre du programme est prévue pour les années 2025-2026.

Énergie

La libéralisation du marché de l'énergie en Pologne s'accélère, avec une baisse continue de la part des grands groupes (PGE, Enea, Orlen) qui représentaient 58,2 % de la production en 2024, contre 66,1 % en 2022. En parallèle, les petits producteurs et les prosommateurs gagnent du terrain. Le nombre de concessions de production a fortement augmenté, tout comme les installations photovoltaïques de taille moyenne. Les prosommateurs dépassent désormais 1,5 million, avec une capacité installée de plus de 12 GW, bien que leur croissance ralentisse depuis l'introduction du net-billing. Les consommateurs sont plus enclins à changer de fournisseur, mais le gel des prix limite encore cette dynamique. Enfin, la baisse des ventes sur la bourse de l'électricité, due à la fin de l'obligation de vente, freine la transparence du marché. Ces évolutions soutiennent la diversification du secteur, malgré des obstacles réglementaires persistants.

ENERGY MARKET SHARES (IN %)



Source: Ministry of Climate and Environment, Energy Regulatory Office

- électricité

Le prêt préférentiel du plan de relance (PNRR) dédié aux réseaux représente environ un quart des dépenses qu'Enea prévoit d'allouer aux réseaux d'ici 2035. Il soutiendra les investissements d'Enea dans la construction de 14 000 km de lignes électriques, la modernisation de 8 000 km de lignes existantes et la numérisation du réseau. Le remboursement est prévu entre 2034 et 2050. Avant Enea, un financement similaire avait été accordé à Tauron, Energa et PGE – au total, la Banque nationale de développement (BGK) a alloué environ 10 Mds€ sur les 17 Mds€ disponibles via le PNRR pour les réseaux, et a clôturé l'appel à candidatures le 1er avril. Ce prêt aidera Enea à accélérer ses investissements dans le réseau, tout en libérant des marges de manœuvre pour financer d'autres projets.

- ENR

Les entreprises Polenergia et Equinor ont validé les investissements pour la construction des parcs éoliens offshore Baltyk II et III, d'une capacité de 720 MW chacun, pour un coût total estimé à 3,2 Mds€, réparti à parts égales. La production d'électricité débutera en 2027, avec une mise en service complète de Baltyk II prévue au premier semestre 2028 et de Baltyk III au second semestre. Intégrés à la première phase de développement offshore, les projets bénéficieront d'un contrat pour différence de 25 ans. Ils s'ajoutent aux autres projets majeurs en cours en Pologne, tels que Baltic Power (Orlen et Northland Power) lancé en janvier, et Baltica-2 (PGE et Ørsted) lancé en février.

- gaz

Gaz-System a attribué le contrat de construction de la partie maritime du terminal FSRU dans la baie de Gdańsk à un consortium polono-turc. Le projet, qui inclut un quai et un gazoduc sous-marin, sera réalisé à 70 % par des entreprises polonaises. Le terminal, prévu pour 2028, regazéifiera du GNL avant son injection dans le réseau national. Gaz-System souligne l'importance de l'implication locale dans ce projet stratégique pour la sécurité énergétique de la Pologne. Plus de 50 % de l'EBITDA d'Orlen au premier trimestre a été généré par le segment gaz, dont les résultats ont doublé, en raison de la fin des provisions liées au gel des prix de l'énergie et de la hausse des prix du gaz. En 2024, l'entreprise prévoit d'investir 5Mds€ dans les secteurs du gaz et de l'énergie, représentant près de 65 % de ses dépenses totales, avec pour priorité stratégique l'intégration des actifs de PGNiG et d'Energa.

- chauffage

Le Groupe PGE a inauguré la centrale de cogénération au gaz Czechnica-2 à Siechnice, son plus grand projet dans le secteur du chauffage urbain. D'une puissance de 179 MWe et 315 MWt, cette installation moderne remplace une ancienne centrale au charbon et couvre 20 % des besoins en chaleur de Wrocław et de la commune de Siechnice. L'investissement, de 328 M€, s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique de PGE. Grâce à cette conversion au gaz, les émissions de CO_2 seront réduites de 61 %, avec des baisses significatives des polluants atmosphériques. Czechnica-2 marque le début d'un vaste programme d'investissement de 4,2 Mds€ d'ici 2035, visant à développer des technologies de chauffage bas carbone. PGE prévoit d'abandonner complètement le charbon d'ici 2030, et de produire 70 % de la chaleur à partir du gaz, 20 % de l'électricité et 10 % des énergies renouvelables et déchets d'ici 2035.

Logement

Face au manque de terrains résidentiels disponibles, les promoteurs réaffectent massivement des bâtiments existants (bureaux, commerces, cinémas) en logements. Selon JLL, 1,1 M m^2 ont changé de fonction ces dernières années. Ce phénomène, motivé par des coûts moindres et un fort potentiel de densification, concerne aussi le logement étudiant et les projets de location institutionnelle (PRS), surtout dans les grandes villes et les zones en reconversion.

Infrastructures

- CPK

Le 27 mai, la société CPK a lancé la procédure de **sélection de l'entreprise générale pour la construction du terminal passagers de son futur aéroport**, pour un montant estimé à plus de 1,17 Mds€, dans le cadre d'un programme global évalué à 9,8 Mds€ d'ici 2032. **D'autres appels d'offres à hauteur de 7 Mds€ sont attendus cette année**. Le PM Donald Tusk a souligné que l'objectif est de favoriser la participation des entreprises polonaises, dans un esprit de « re-polonisation ». CPK a précisé que les sociétés issues de pays sans accord avec l'UE, comme la Turquie ou la Chine, seront exclues de la procédure. Les critères de sélection porteront principalement sur le prix, les garanties et, entre autres, la maîtrise du polonais par les équipes clés. Un dialogue avec le marché commencera prochainement, une liste restreinte sera constituée en novembre, les offres seront attendues à la mi-2026, et le contractant sera

désigné d'ici septembre 2026 pour une signature avant fin 2026. Des consortiums intégrant des entreprises polonaises sont attendus.

Transport

- maritime

Lors du 11ème Congrès Maritime qui s'est tenu les 15 et 16 mai à Szczecin, le PM Tusk a annoncé le programme « Mer polonaise » dont l'objectif est de repoloniser et d'intensifier le développement du secteur maritime ainsi que de renforcer le rôle de la Pologne en mer baltique. Le programme met l'accent sur le choix des producteurs et fournisseurs polonais dans tous les domaines clés d'investissement, indépendamment de la pression des prix et de la concurrence des pays hors UE. Il s'agit notamment de projets de construction de grands parcs éoliens en mer et de la centrale nucléaire en Poméranie, dont l'exploitation devrait être assurée par des entreprises nationales.

Lors du congrès, les trois les plus grands opérateurs maritimes polonais : Polska Żegluga Morska-Unityline, Polska Żegluga Bałtycka-Polferries et EuroAfrica ont signé un accord concernant la création d'une nouvelle marque - PolSca Baltic Ferries. Cette intégration devrait permettre de développer le réseau de lignes maritimes et d'investir dans une flotte plus moderne et plus écologique pour affronter la concurrence. Les compagnies de ferry polonaises perdent rapidement des parts de marché dans le transport vers la Scandinavie, évincées par des entreprises étrangères disposant de ferries plus grands et de tarifs plus compétitifs.

- électromobilité

Selon le rapport PEVO Index, à la fin du mois d'avril 2025, le parc de voitures particulières, utilitaires et poids lourds entièrement électriques (BEV) en Pologne comptait 90 720 unités. Le parc de voitures particulières BEV comprenait 81 927 unités (+42 % en glissement annuel), et le nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules de ce type s'élevait à 2 556 unités, soit une augmentation de 102 % par rapport à l'année précédente. À la fin avril 2025, le parc de véhicules utilitaires et poids lourds entièrement électriques s'est accru pour atteindre 8 793 unités (+35 % en glissement annuel). Le parc de voitures particulières à hydrogène (FCEV) comptait 352 unités (+64 % en glissement annuel).

- ferroviaire

En 2024, PESA, fabricant polonais du matériel roulant, a obtenu des commandes d'une valeur de 4 Mds PLN (930 M€) et son carnet de commandes actuel atteint désormais 14 Mds PLN (3,2 Mds€). Le constructeur se concentre sur la réalisation des contrats pour les chemins de fer tchèques et roumains, sur le développement de locomotives à hydrogène ainsi que sur une nouvelle génération de tramways. En 2024, le groupe PESA est passé de la phase de restructuration à celle de développement. L'entreprise met en œuvre sa Stratégie 2030+, ce qui s'est traduit par des résultats financiers stables : en 2024, PESA a réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 Mds PLN (535 M€) ; en 2024, pour la deuxième année consécutive, l'entreprise a noté un EBITDA positif de 212,5 M PLN (49,4 M€).

- centres logistiques

Le 25 mai, Donald Tusk s'est rendu à l'Euroterminal de Sławków (Silésie), où il a annoncé l'expansion de ce centre logistique international et a rappelé qu'il avait été décidé que l'Agence de développement industriel (ARP), avec ses partenaires, investirait 180 M PLN (41,9 M€) dans son infrastructure, de sorte à « doubler la capacité de manutention ». Le chef du gouvernement a souligné que l'investissement visait à faire de la Pologne le principal centre logistique de la région et « de Sławków un grand centre logistique d'Europe, où les flux ne seront pas uniquement dirigés est-ouest, mais aussi nord-sud ».

Environnement

- qualité de l'air

Conformément à l'évaluation annuelle réalisée par l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (*GDIOŚ*), en 2024, la qualité de l'air en Pologne respectait les exigences légales dans la majorité des zones. Cela concerne notamment des substances telles que le dioxyde de soufre (SO_2), le monoxyde de carbone (CO), le benzène (C_6H_6), ainsi que les métaux lourds présents dans les particules PM10 – le cadmium (Cd), le nickel (Ni) et le plomb (Pb). Malgré une amélioration générale, le rapport 2024 de la *GDIOŚ* signale des dépassements locaux des normes. Le nombre de zones dépassant les concentrations autorisées de NO_2 a diminué, passant de quatre en 2023 à deux en 2024. Ces dépassements ont été observés uniquement à Cracovie et à Katowice, des villes avec un fort trafic routier.

- biodiversité

Selon le dernier rapport de la Cour des comptes (*NIK*), les espèces exotiques envahissantes représentent une menace croissante pour la biodiversité locale, les écosystèmes et la sécurité sanitaire en Pologne. Malgré la législation en vigueur, le contrôle de ces espèces n'est pas mis en œuvre de manière efficace. L'une des espèces exotiques envahissantes les plus dangereuses présentes en Pologne reste la berce de Sosnowski qui a un impact négatif pour les écosystèmes, mais représente également une menace dangereuse pour la santé humaine.

HONGRIE

Énergie

Le groupe MOL s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de carbone de 30 % d'ici la fin de la décennie. Pour y parvenir, il prévoit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique, notamment par l'acquisition d'actifs verts et le développement d'une capacité de stockage de 1 GW.

- gaz

Le permis délivré par l'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a permis de lancer la construction d'une nouvelle centrale électrique à cycle combiné au gaz naturel d'une capacité nominale de 650 MW sur le site de Mátra, à Visonta. En avril 2025, la société *MVM Mátra Gas Turbine Power Plant Ltd*. a déposé sa demande d'autorisation d'établissement auprès de la MEKH. Cette centrale à cycle combiné a pour objectif de renforcer la sécurité d'approvisionnement et de contribuer à l'équilibre du système électrique hongrois. Sa mise en service est prévue pour l'année 2027.

- électricité

ID Energy Group a inauguré un parc solaire de 28,5 MW sur le site de l'usine de ciment Holcim Magyarország à Királyegyháza (sud-ouest de la Hongrie). Cette installation couvrira environ 30% des besoins en électricité de l'usine. Le projet a été réalisé dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité (PPA).

- pétrole

MOL Group et MVM Group, les deux principaux acteurs énergétiques hongrois, ont signé un accord clé pour diversifier l'approvisionnement en pétrole en Europe centrale, notamment pour la Hongrie et la Slovaquie. Cet accord permet à MOL de traiter 160 000 t supplémentaires de pétrole azerbaïdjanais par an, acheminé via le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan. MVM détient désormais 5% du champ de Shah Deniz, tandis que MOL est actionnaire du champ ACG. MOL recevra deux cargaisons supplémentaires par an, en plus d'une livraison mensuelle, et a investi 170 M$ pour moderniser ses infrastructures et diversifier ses approvisionnements, réduisant ainsi sa dépendance au gaz russe. Gabriel Szabó, vice-

président de MOL, a insisté sur l'importance d'avoir au moins deux voies d'approvisionnement fiables pour garantir la sécurité énergétique régionale.

- énergies renouvelables

La Hongrie lance un nouveau programme de prêts à taux zéro, doté de 155 Mds HUF (environ 385 M€), dans le cadre de son initiative Sándor Demján et du programme européen GINOP Plus. Ce dispositif vise à soutenir les PME exportatrices ou sous-traitantes, grâce au financement de leur modernisation technologique, numérique et écologique afin d'améliorer leur compétitivité. Le financement combine un prêt à 0%, avec une subvention non remboursable de 30 %, qui offre entre 150 et 600 M HUF (environ 372 000 à 1,49 M€) par entreprise, dont jusqu'à 180 M HUF (environ 447 000 €) de subventions. Les projets doivent consacrer au moins 30 % du budget à la modernisation technologique et 30 % à l'informatique ou aux énergies renouvelables.

D'autres dépenses, comme les véhicules électriques, les logiciels, l'immobilier ou la formation sont aussi éligibles. Le programme cible les PME qui opèrent depuis au moins trois ans, disposent de plus de cinq salariés et réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 100 M HUF (environ 250 000 €) ; il finance uniquement des projets hors Budapest, en accord avec la politique de cohésion de l'UE.

Environnement

Depuis juillet dernier, plus de deux milliards de bouteilles, canettes et PET ont été collectés via le système REpont de MOHU. Avant la mise en place de ce système, seuls 30% des emballages de boissons étaient recyclés. Grâce à plus de 3 000 points de collecte automatiques et 1 700 manuels, 80 % des consommateurs optent pour un bon échangeable en caisse, et plus de 80 Mds HUF (environ 200 M€) ont déjà été remboursés. Entre 15 et 20% préfèrent un virement via l'application REpont qui a reversé près de 200 M HUF (environ 496 000 €) à des associations. MOHU vise un taux de recyclage de 65% et moins de 10% de déchets mis en décharge, avec des projets d'investissements importants : nouvelles décharges, usine de recyclage de 360 000 t, augmentation des conteneurs textiles et distribution de poubelles pour le tri.

Infrastructures routières

La date limite de dépôt des demandes de financement pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques a été prolongée d'un mois, jusqu'à fin juin (source : ministère de l'Énergie). Le programme, doté de 28 Mds HUF (environ 70 M€), vise à étendre le réseau de bornes de recharge en dehors de la capitale. Les entreprises peuvent demander entre 100 M (environ 248 000 €) et 4 Mds HUF (environ 9,9 M€). Actuellement, la Hongrie compte plus de 2 800 bornes publiques, dont près de la moitié se trouvent à Budapest et dans le comitat de Pest.

Transport

- routier

Au début de l'année 2024, le ministre de la Construction et des Transports, M. János Lázár, a promis l'acquisition de 1 000 bus neufs. Après avoir annoncé l'acquisition de 131 véhicules, MÁV a indiqué que 869 unités supplémentaires pourraient être livrés d'ici fin 2027. L'appel d'offres, publié le 12 mai 2025, est ouvert aux candidatures jusqu'au 10 juin 2025. Ce marché porte sur l'acquisition de bus interurbains à deux essieux, à plancher bas, équipés de moteurs diesel conformes à la norme Euro 6. Ces véhicules devront disposer de deux portes passagers, d'un système de chauffage et de climatisation, d'un système d'information des passagers, de caméras de surveillance, d'un système de comptage des passagers, et offrir une capacité minimale de 82 personnes, incluant le conducteur et les passagers en fauteuil roulant. La mise en service des premiers 269 véhicules est prévue d'ici la fin de l'année 2025, avec l'introduction de 300 autres véhicules en 2026 et 2027 sur les lignes interurbaines à travers le pays. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre, qui permet la commande directe jusqu'à 869 bus diesel et 87 appareils de diagnostic, ce qui permettra ainsi de contribuer au renouvellement de 20% de la flotte d'autobus de MÁV.

TCHÉQUIE

Fonds européens

Le ministère de l'Environnement va allouer 100 M CZK (4 M€) aux 16 communes concernées par la création du parc national de Křivoklátsko, prévue en janvier 2026. Les subventions, ouvertes à partir du 1er juillet 2025, pourront atteindre 10 M CZK (0,4 M€) par commune et serviront à financer des équipements publics, la rénovation d'espaces verts ou le cofinancement de projets européens (OPE, NPO, IROP, etc.). L'objectif est d'anticiper les besoins liés à l'augmentation de la fréquentation touristique. Le parc couvrira 16% de la zone protégée actuelle et deviendra le cinquième parc national du pays. Les projets devront être finalisés avant le 31 décembre 2028.

Plus d'information : communiqué du MZP, Appel n° 9/2025.

Entre 2025 et 2027, le ministère de l'Environnement allouera 33 M CZK (1,32 M€) aux municipalités lauréates du Ruban vert, distinction environnementale du concours « Village de l'année ». Les lauréats régionaux recevront jusqu'à 800k CZK (32 000 €) et les lauréats nationaux jusqu'à 1,1 M CZK (44 000 €), avec une prime possible de 300k CZK (12 000 €). Les subventions versées couvriront des projets de verdissement, de gestion de l'eau, de revitalisation des espaces publics ou le cofinancement de projets européens.

Plus d'information : communiqué du MZP, Appel 10/2025.

Energie

- charbon

Le groupe CEZ (via sa filiale Severoceske doly), en concertation avec le ministère de l'Environnement (MZP), prévoit désormais d'arrêter l'exploitation de la mine de lignite de Bilina en 2033, au lieu de 2035. Bien que l'étude d'impact environnemental (EIE) validée en 2019 ait autorisé son exploitation jusqu'en 2035, plusieurs recours ont été déposés. Le ministère a confirmé la solidité juridique de l'EIE, mais a préféré obtenir un accord volontaire de l'exploitant pour raccourcir le calendrier. Severoceske doly a officiellement demandé à l'Autorité minière tchèque d'amender son autorisation en ce sens.

Plus d'information : communiqué du MZP, article HN.

- CEZ

Au T1 2025, l'énergéticien tchèque CEZ a publié un EBITDA de 43 Mds CZK (1,72 Md€), en hausse de 7%, porté par l'intégration de GasNet et les performances du segment Ventes. Le chiffre d'affaires atteint 93,4 Mds CZK (3,74 Mds€), soit une hausse de 6,9%. En revanche, le bénéfice net recule de 6% pour atteindre 12,7 Mds CZK (508 M€), en raison de l'amortissement accéléré d'actifs charbon et de la hausse des charges d'intérêt, malgré un gain de 1 Md CZK (40 M€) lié à la cession d'actifs polonais.

Au T1 2025, les centrales nucléaires opérées par CEZ ont produit 8 TWh, complétés par 0,8 TWh provenant d'énergies renouvelables. La consommation d'électricité sur le réseau de CEZ Distribuce (66% du territoire tchèque) a augmenté de 3% pour atteindre 9,6 TWh. La consommation de gaz sur le réseau de GasNet (80 % du territoire) augmente de 12% et s'établit à 23,6 TW. L'approvisionnement total en électricité et en gaz de CEZ Prodej a progressé de 9% pour s'élever à 4,8 TWh, confirmant la reprise de la demande énergétique.

Pour 2025, CEZ confirme ses prévisions de bénéfice net ajusté à 25-29 Mds CZK (1–1,16 Md€) et relève sa cible d'EBITDA à 127-132 Mds CZK (5,08-5,28 Mds €). En parallèle, le groupe investira plus de 400 Mds CZK (16 Md s€) d'ici 2030, notamment dans les nouvelles capacités nucléaires (Dukovany II) et les ENR.

Plus d'information : communiqué de CEZ

Le groupe CEZ a publié son premier rapport de durabilité aligné sur la directive CSRD et les normes européennes ESRS, devenant l'une des premières entreprises tchèques à se conformer au nouveau cadre réglementaire. Le rapport, intégré au rapport financier annuel, documente une baisse des émissions directes de 470 kt CO_2 en 2024 (-3 % en g.a.). Près de

deux tiers de la production d'électricité du groupe proviennent désormais de sources bas-carbones. Le rapport détaille également les progrès en matière de gestion éthique, égalité des chances, sécurité, innovation et gouvernance fournisseurs parmi les 200 entités du groupe. En 2024, CEZ se classe parmi les 6 % des entreprises les mieux notées au monde en matière d'ESG selon la plateforme américaine CSR Hub.

Plus d'information : communiqué de CEZ, rapport ESG 2024.

- gaz

GasNet, principal distributeur tchèque de gaz (80% du réseau), a mis en service un compresseur mobile de nouvelle génération permettant de récupérer le gaz contenu dans une section de gazoduc à l'arrêt, de le comprimer, puis de le réinjecter dans le réseau, sans rejet atmosphérique. Cette technologie, montée sur un châssis Tatra 8×8, peut atteindre des zones isolées et réduire drastiquement les pertes dites technologiques lors des opérations de maintenance et de construction. À pleine puissance (25 bars), l'appareil pompe jusqu'à 10k m^3/h, soit la consommation annuelle moyenne de cinq ménages tchèques. Depuis 10 ans, *GasNet* aurait réduit ses pertes de méthane de 58%.

Plus d'information : communiqué de GasNet.

En 2024, *innogy Energie,* premier fournisseur de gaz en Tchéquie (29,5% de part de marché) et 4ème pour l'électricité (<9 %), a vu son chiffre d'affaires reculer de 3% à 68,4 Mds CZK (2,74 Mds €) et son bénéfice net chuter de 29% à 2,55 Mds CZK (102 M€). Le repli s'explique par la baisse des volumes livrés (gaz : -3,65 % à 21,77 TWh ; électricité : -5 % à 5,23 TWh), un hiver doux et une intensification de la concurrence, dans un contexte de normalisation post-crise. La pression concurrentielle a conduit le groupe à offrir des bonus aux nouveaux clients. Le bénéfice brut est tombé à 3,8 Mds CZK (152 M€), allégeant la facture fiscale à 1,28 Md CZK (51 M€), dont 428 M CZK (17 M€) d'impôt exceptionnel.

Sa filiale *innogy Energo*, active dans la chaleur, le gaz naturel compressé (GNC) et les toitures photovoltaïques, affiche un bénéfice net doublé à 20 M CZK (0,8 M€) malgré un chiffre d'affaires quasi stable (1,996 Md CZK, soit 78 M€). Elle développe un réseau de recharge électrique et débute la production de biométhane à Písek. Le groupe *innogy* appartient depuis 2020 à l'énergéticien public hongrois *MVM*.

- nucléaire

Le 17 mai 2025, les habitants de Vlkov (région de Náchod) ont rejeté à plus de 90% par référendum la construction d'une centrale photovoltaïque sur des terrains non urbanisés, proposée par l'opérateur tchèque *Agrivolt Rasošky*. Le projet visait à couvrir jusqu'à 200 ha de terres agricoles entre les communes de Vlkov, Rasošky et Nový Ples, pour une puissance prévue de 140 MW et un investissement estimé à 2,5 Mds CZK (100 M€). Les communes, regroupant environ 1 450 habitants, s'étaient déjà opposées au projet lors de référendums précédents. Les craintes exprimées concernent la perte de terres agricoles, l'impact paysager, la création d'îlots de chaleur et la dévalorisation foncière. *Agrivolt* proposait des compensations (budget communal, électricité, infrastructures), sans pour autant convaincre. La décision est juridiquement contraignante pour le conseil municipal de Vlkov.

Plus d'information : article Oenergetice.

Sobriété

- gestion des déchets

En visite à Rome, le ministre tchèque de l'Environnement, Petr Hladík (KDU-ČSL), a exhorté son homologue italien, Gilberto Pichetto Fratin, à agir contre les transports illégaux de déchets, notamment textiles, en provenance d'Italie. Il a évoqué plusieurs sites tchèques saturés de déchets italiens (ex. Křižanovice) et formulé trois demandes : 1) désignation d'un point de contact unique côté italien, 2) coopération renforcée entre inspections environnementales et 3) coordination entre polices et douanes pour accélérer les procédures. L'Italie s'est dite prête à coopérer et a confié le dossier à ses services compétents.

La rencontre a également abordé l'agenda climatique européen (ETS2, MACF, secteur auto), sur lequel les deux pays partagent des positions convergentes.

Plus d'information : communiqué du MZP.

- textiles

Le 13 mai 2025, la ville de Prague avec l'ONG *Oděvní banka*, le ministère de l'Environnement et le soutien de l'entreprise tchèque JT International, a lancé le portail oblecprahu.cz pour encourager le tri et la réutilisation des vêtements. Le site répertorie les points de collecte textile et donne des conseils concrets pour prolonger la vie des vêtements. Une enquête STEM révèle que 14% des habitants de Prague jettent encore leurs vêtements avec les déchets ménagers, bien que 81% souhaitent qu'ils soient recyclés ou réutilisés. Seuls 17% les donnent à une organisation caritative, et 46% achètent uniquement des vêtements neufs. Le textile représente 2% des déchets pragois, soit plusieurs milliers de tonnes annuelles.

Plus d'information : communiqué du MZP.

Biodiversité

- accessibilité

Le 13 mai 2025, l'entreprise publique *Les Forêts de la République tchèque (LCR)* a lancé, dans les forêts de Podkomorské (région de Brno), le programme *"Forêts sans barrières"*, en partenariat avec les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement et l'association *Réseau sans barrières*. L'objectif est d'identifier, d'adapter et de baliser des chemins forestiers accessibles aux personnes à mobilité réduite, aux personnes âgées et aux familles avec poussettes. Un premier parcours sécurisé de 6 km a été ouvert, sélectionné avec l'appui de l'application *Trails Disway*. Un second itinéraire sera inauguré le 4 octobre dans la région de Hradec Králové. Le coût unitaire (sélection, travaux, signalisation) atteint plusieurs dizaines de milliers de couronnes tchèques. Le mémorandum signé prévoit l'extension progressive du réseau vers les parcs nationaux (Sumava, Podyjí, Suisse bohémienne), déjà partiellement accessibles.

Plus d'information : communiqué du MZP, application Trails Disway.

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Résultats 2024 de *RegioJet* : l'opérateur privé ferroviaire et bus a atteint un chiffre d'affaires record de 4,1 Mds CZK (164 M€) en 2024, en hausse de 20% par rapport à 2023. Son bénéfice brut a progressé à 408 M CZK (16,3 M€), avec 13 M de passagers, soit une hausse de 10%.

Résultats 2024 de *Léo Express* : L'opérateur privé *Léo Express (Renfe)* a augmenté son chiffre d'affaires de 39% à 1,018 Md CZ (40,6 M EUR), son bénéfice net à 43,5 M CZK (1,7 M€), et transporté 3,8 M de passagers (+185%), tout en affichant la meilleure ponctualité du secteur.

L'opérateur national *České dráhy* a lancé un appel d'offres pour dix trains électriques EMU 230, adaptés aux liaisons transfrontalières vers l'Autriche, pour un montant estimé de 86,2 M€. Fin mai, *České dráhy* a émis 500 M€ d'obligations à taux fixe (3,75% jusqu'en 2030), avec une forte demande dépassant 3 Mds€, destinées à moderniser son matériel roulant et refinancer ses dettes.

Rebranding de Škoda Group : le fabricant *Škoda Transportation* (PPF Group) a enregistré en 2024 un chiffre d'affaires stable de 34 Mds CZK (1,36 Md€) et un EBITDA de 1,55 Md CZK (62 M€), en hausse de 185 % par rapport à 2023. Le groupe prévoit une nouvelle marque d'ici 2028, accompagnée d'une transition verte avec des trains électriques innovants (jusqu'à 200 km/h), tramways et trolleybus intégrant des technologies autonomes et des systèmes avancés de gestion et diagnostic.

- routier

Le ministre des Transports, Martin Kupka, a annoncé une nouvelle hausse des péages à compter du 1er janvier 2026 pouvant générer des revenus supplémentaires de plus de 490,5 M CZK (19,6 M€). La hausse concerne deux composantes des péages : la redevance routière (+1,5%) et les coûts externes des émissions de CO_2 (+55-87% en fonction du type du véhicule). En 2024, les revenus des péages ont progressé de 15% par rapport à l'année précédente pour atteindre un record de 17,16 Mds CZK (0,7 Md€).

- aérien

Au cours du 1er trimestre 2025, l'aéroport de Prague a enregistré une hausse de 31% du volume de fret aérien en g.a. (après une croissance de 51 % en 2024 et 66,4 k tonnes de fret traité) et a renforcé son offre de fret avec l'inauguration de la nouvelle liaison Prague - Cheng-tu, opérée quatre fois par semaine par Boeing 777-200F de la compagnie chinoise Central Airlines, offrant un chargement exceptionnel de plus de 100 tonnes de marchandises.

- urbain

Automatisation du métro de Prague : l'Autorité de la concurrence (UOHS) a rejeté la plainte déposée par Stadler. L'entreprise contestait les critères de qualification de l'appel d'offres « *Trains et automatisation du système de transport de la ligne métro C et de la nouvelle ligne D* » (3,53 Mds€), qu'elle jugeait discriminatoires. L'appel d'offre se poursuit pour *Alstom* et *Siemens* lors de la phase de dialogue compétitif.

- fluvial

Avec 978 k tonnes de marchandises transportées en 2024, le transport fluvial tchèque est en forte baisse de 20% par rapport à 2023 et de 44 % par rapport à 2019. Ce déclin est lié aux nombreuses fermetures de canaux d'eau, au blocage du trafic maritime sur l'Elbe en raison de l'effondrement du pont de Carolabrücke, aux reconstructions de barrages et à la sécheresse. La compagnie tchécoslovaque de navigation sur l'Elbe (ČSLP), fondée en 1922 et autrefois la plus grande compagnie de fret fluvial d'Europe centrale, comme l'entreprise spécialisée dans les chantiers navals Loděnice Děčín, sont en faillite.

SLOVAQUIE

Guerre en Ukraine

Le 23 mai, la société ukrainienne Ukrenergo a informé sur les négociations avec les autorités slovaques. D'après Ukrenergo, la Slovaquie est prête à octroyer des crédits et des subventions à hauteur de 84 M€ pour la reconstruction et le développement des installations énergétiques.

Pour en savoir plus : Article

Le 6 juin, la vice-première ministre et ministre de l'Economie, Denisa Sakova, accompagnée par ses équipes du ministère et par les responsables de la principale compagnie de gaz, la société publique SPP, s'est entretenue à Luxembourg avec la directrice générale de la DG Energie, Ditte Juul Jørgensen. L'entretien a principalement porté sur le projet de nouvelles sanctions sur les ressources énergétiques russes proposées par la Commission. La ministre slovaque a regretté de ne pas avoir à ce stade des réponses satisfaisantes de la Commission aux nombreuses questions techniques telles que par exemple l'augmentation des capacités de transport de gaz en Europe. La Slovaquie a également proposé à la Commission la régulation des paiements pour le transit.

En juin, la société SEPS a prolongé de douze mois le contrat avec l'opérateur des réseaux ukrainiens Ukrenergo sur l'aide d'urgence en cas d'événements extraordinaires. Il s'agit des

pannes ou des menaces de pannes du réseau, mais aussi de la déconnexion d'un appareil de production ou de réseau.

Début juin, la dérogation octroyée à la raffinerie slovaque Slovnaft (groupe hongrois MOL) pour l'exportation de combustibles et de produits pétroliers issus du pétrole russe vers la Tchéquie a pris fin. Néanmoins, la raffinerie a déclaré qu'elle serait en mesure d'approvisionner le marché tchèque en diversifiant ses sources d'approvisionnement, notamment en utilisant du pétrole non russe acheminé par l'oléoduc Adria depuis la Croatie. En effet, le porte-parole de Slovnaft a rappelé que la raffinerie avait investi 150 M€ dans le développement d'Adria même avant le début de l'agression russe. Tout le projet de diversification devrait continuer jusqu'à 2027.

Énergie

- électricité

Le principal électricien du pays, la société Slovenske elektrarne, a généré l'année dernière un profit historique à hauteur de 795,1 M€, en hausse de 42,2 % en g.a. En ce qui concerne le CA, il s'est établi à 3 862,2 M€, en baisse de 22,2 % en g.a. Après une hausse de la capacité installée de 471 MW en 2023, celle-ci a baissé de 786 MW en 2024, pour s'établir à 4 128,8 MW. En effet, en 2023, le nouveau réacteur nucléaire d'une puissance de 471 MW a été raccordé au réseau tandis qu'en 2024, la production de deux centrales thermiques a été arrêtée. La production a atteint 20 787 GWh, en recul de 4 % en g.a. : les deux centrales nucléaires ont été à l'origine de 18 232 GWh, les 31 centrales hydroélectriques de 2 360 GWh et les centrales thermiques de 193 GWh.

En mai 2025, le groupe italien ENEL a finalisé sa cession de participation dans Slovenske elektrarne, principal fournisseur d'électricité en Slovaquie. Pour mémoire, ENEL avait acquis 66% de Slovenske elektrarne en 2006. En 2015, ENEL a vendu la moitié de ses actions au groupe tchèque EPH qui a repris en mai 2025 les dernières parts d'ENEL. L'Etat slovaque contrôle 34 % de Slovenske elektrarne.

Pour en savoir plus : Article

La société chargée du réseau de transmission électrique, SEPS, a réalisé un bénéfice de 73,5 M€ en 2024, en hausse de 3,5 % en g.a. alors que le CA a baissé de 14% pour atteindre 572,2 M€. Le profit a été généré surtout par la transmission d'électricité mais aussi par l'exploitation transfrontalière du réseau, par les intérêts perçus et par la baisse des coûts d'opération. L'année dernière, SEPS a consacré 55,1 M€ à l'amélioration et à la modernisation de son réseau, notamment pour renforcer le réseau de 400 kV, opérer la transition vers la gestion à distance des stations électriques, et renforcer les capacités de transmission et de transformation sur les interconnexions entre les réseaux de transmission et de distribution.

Slovenske elektrarne prépare un projet d'intérêt européen « SE Integrator » qui prévoit l'interconnexion entre la centrale hydroélectrique au nord du pays avec une batterie de stockage d'une puissance de 80 MW et d'une capacité de 160 MWh. Le projet comprend aussi la reconstruction de deux turbines de la centrale hydroélectrique.

Pour en savoir plus : Article

- nucléaire

Début juin, la société publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires JAVYS, et la société française développant des réacteurs nucléaires avancés Newcleo, ont créé une société commune Centrum pre rozvoj využitia vyhoretého jadrového paliva (« Centre pour le développement de l'utilisation du combustible nucléaire usé »). Javys en détient 51% et Newcleo 49%. L'entreprise commune a pour objectif ultime la construction de quatre réacteurs LFP-AS-200 avec une capacité totale de 800 MW sur le site de Jaslovske Bohunice. Ces réacteurs devraient être alimentés par le combustible MOX développé à partir du combustible usé slovaque.

Pour en savoir plus : Article

Le 3 juin, l'entreprise publique JAVYS a lancé un appel d'offres concernant la prestation de conseil économique et financier relatif à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire de

grande puissance. L'AO, d'une valeur estimée à hauteur de 15 M€ hors TVA, a pour date limite de réception des demandes de participation le 18 juillet 2025. La durée du contrat est de 48 mois. Comme le rappelle Miroslav Obert, directeur général de JAVYS, la gestion transparente et professionnelle des questions économiques et financières est une priorité absolue pour la société. Ce marché public est pour JAVYS d'une importance cruciale afin de protéger les intérêts publics et la crédibilité de la Slovaquie lors des négociations avec les partenaires européens et le secteur public.

Pour en savoir plus : Article

Le 6 juin, la vice-première ministre et ministre de l'Economie, Denisa Sakova, a échangé avec le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol. Les discussions ont porté sur la sécurité énergétique de la Slovaquie et de l'Europe ainsi que sur l'importance du nucléaire en tant que source énergétique décarbonée. Mme Sakova s'est réjouie des appréciations portées sur l'approche slovaque vis-à-vis du nucléaire. La ministre a également évoqué les travaux préparatoires sur la nouvelle centrale nucléaire dans le pays. Dans le même temps, elle a invité le directeur Birol au forum ENEF qui se tient prochainement en Slovaquie.

Le 9 juin, après le raccordement au réseau électrique de la turbine du deuxième réacteur de la centrale nucléaire V2 à Jaslovske Bohunice, Slovenske elektrarne a achevé la révision générale technique entamée le 16 mai. A côté du remplacement d'une partie du combustible nucléaire, l'opérateur a réalisé une vingtaine de projets d'investissement. Après l'arrêt technique du premier réacteur à Mochovce au mois de mai, SE a déjà réalisé deux des cinq arrêts techniques prévus cette année.

- énergies renouvelables

La société de distribution d'électricité en Slovaquie centrale, ZSE (contrôle managérial par le groupe allemand E.On), a modifié à compter du 1er juin les termes des contrats avec les particuliers concernant sa « batterie virtuelle ». En effet, les clients pouvaient stocker l'électricité produite à partir des panneaux solaires pendant la journée dans une batterie virtuelle et consommer au même prix l'électricité à leur arrivée à la maison le soir. Désormais, le paiement mensuel pour ce service passe de 6 à 18 € et ZSE a instauré 4 bandes différentes qui fixent les prix de rachat de l'électricité produite en fonction des horaires de production. Ainsi, la bande de 10h00 à 17h59 correspond au prix de rachat le plus bas.

Transport

- ferroviaire

Une première partie des travaux de modernisation des rails entre Bratislava et la République tchèque pourrait bientôt commencer. Début juin, le ministre des Transports a annoncé l'obtention des autorisations de la part du ministère de l'Environnement. Pour mémoire, les travaux de modernisation devraient augmenter la vitesse des trains jusqu'à 200 km/h. En 2017, la société chargée des infrastructures ferroviaires ZSR a lancé un appel d'offres sur deux tronçons : le premier à proximité de Bratislava (Devinska Nova Ves – Malacky ; 24,3 km) et le deuxième entre Kuty et la frontière (6,8 km). Le contrat de 203,5 M€ a été attribué en 2020 au consortium italiano-slovaque ICM – Vahostav, mais les travaux n'ont pas encore démarré en raison des contestations sur le tracé dans l'une des communes concernées. Concernant le tronçon entre Malacky et Kuty (42,4 km), l'appel d'offres n'a pas encore été lancé.

- aérien

En 2024, l'aéroport de Bratislava a réalisé un bénéfice de 2,5 M€, soit le premier bénéfice généré depuis 2008. Selon le directeur, ce profit provient non seulement du transport des passagers mais aussi d'un renforcement du transport des marchandises. En effet, l'aéroport a amélioré les conditions de transport de fret. En parallèle, l'aéroport a réduit ses coûts d'opération et a vu ses coûts énergétiques baisser.

LITUANIE

Énergie

- éolien

Le gouvernement a relancé l'appel d'offres pour le développement d'un deuxième parc éolien offshore de 700 MW. Les conditions de l'appel d'offres ont été révisées, incluant un nouveau calcul du prix de la transaction sur huit ans, au lieu de 23 ans comme initialement proposé par le gouvernement précédent. Ce prix sera désormais indexé sur l'évolution des prix de l'électricité et de l'inflation. Il est également proposé que l'adjudicataire utilise les infrastructures des ports lituaniens lors du développement, si cela est économiquement réalisable et si le port peut fournir les infrastructures et les services nécessaires. Toute contribution financière des consommateurs au parc éolien offshore ne serait versée qu'à partir du moment où le parc commencerait à produire de l'électricité, soit vers 2033. De plus, la possibilité de réaffecter l'impôt sur les bénéfices payé par le développeur potentiel à la couverture des besoins de services d'intérêt général est également prévue.

Par ailleurs, le Parlement, lorsqu'il a amendé les conditions de l'appel d'offre, a supprimé le droit de préemption pour le transport de l'électricité produite dans un parc éolien offshore par rapport aux centrales éoliennes et solaires terrestres. Un appel d'offres pour un parc éolien offshore sera considéré comme réussi si deux ou plusieurs candidats y participent.

La société Ignitis Renewables a achevé le plus grand projet d'énergie éolienne dans les États baltes. Il s'agit du parc éolien onshore à Kelmė de 314 MW. Darius Maikštėnas, PDG d'Ignitis Group a annoncé que ce parc éolien produira environ 1 TWh d'électricité par an, ce qui équivaut à un douzième de la consommation annuelle d'électricité en Lituanie.

- hydrogène

Un accord tripartite a été signé entre la municipalité de Vilnius, le fournisseur de chaleur Vilniaus silumos tinklai (VŠT), et la société MT Group pour la construction d'une usine d'hydrogène vert. L'hydrogène vert produit dans l'usine sera utilisé pour alimenter 16 bus de la ville de Vilnius. De cette façon, la capitale réduira ses émissions de plus d'une tonne de CO_2 par an. L'usine devrait être mise en service au premier semestre 2026. Ce projet d'une valeur de 10 M€ sera financé à 70% par les fonds européens.

- électricité

Les gestionnaires de réseaux électriques de Lituanie, de Lettonie et du nord-est de l'Allemagne ont soumis une demande conjointe pour inclure un projet d'interconnexion électrique entre les pays baltes et l'Allemagne, ainsi que deux autres projets internationaux sur le renforcement de résilience des réseaux électriques dans le plan décennal de développement du réseau 2026 du REGRT-E. Ces projets doivent renforcer l'intégration du marché régional de l'électricité, l'amélioration de la fiabilité du système et la réalisation des objectifs de développement durable.

Transport

- maritime

Le ministre lituanien des Transports et des Communications, Eugenijus Sabutis, a approuvé l'achat d'un navire électrique coûtant près de 7 M€, une première dans les pays baltes. Le bateau aura une autonomie de 50 heures et pourra parcourir jusqu'à 300 km avec une seule charge. Ce navire permettra d'entretenir les voies navigables lituaniennes (en assurant la maintenance des rivières et des lacs, en vérifiant leur profondeur, et en aménageant de nouvelles voies navigables) et offrira ainsi de nouvelles opportunités pour le développement économique du pays. Les voies navigables lituaniennes exploitées s'étendent aujourd'hui sur 500 km, soit 20 km de plus que l'année dernière. Le contrat d'achat a été signé avec une entreprise néerlandaise pour la construction du navire, qui devrait être opérationnel sur la rivière Nemunas à l'été 2026. Ce premier investissement se place dans une volonté de la

Lituanie de décharger les axes routiers grâce à la promotion du transport fluvial, plus écologique, avec des navires électriques.

- ferroviaire

LTG Infra, lance un nouvel appel d'offres public pour construire le tronçon Berčiūnai-Joniškėlis du projet Rail Baltica, visant à étendre la ligne ferroviaire à grande vitesse en Lituanie sur 114 km d'ici la fin 2025. Les travaux comprendront 43 km de remblais et 10 km de superstructures, avec un ajout de 12,4 km pour ce nouveau tronçon. De plus, des contrats pour les sections Kaunas-Panevėžys devraient être conclus prochainement.

LETTONIE

Énergie

- nucléaire

Le 6 mai 2025, le ministère du Climat et de l'Énergie (KEM) a présenté au gouvernement un rapport d'information sur le développement de l'énergie nucléaire. Il donne notamment une analyse sur les petits réacteurs modulaires (SMR). Selon les estimations du ministère, le coût de production d'électricité à partir de SMR pourrait atteindre 85 €/Mwh contre 35 à 55 €/Mwh pour les parcs éoliens terrestres et solaires, et jusqu'à 108 €/Mwh pour l'hydroélectricité. La technologie SMR présente aussi des avantages en matière de sécurité et de temps de construction (3 à 5 ans contre 6 à 8 ans pour les centrales de grande puissance), mais elle reste encore à un stade précoce et coûteux de développement. Le ministère envisage également la création d'une autorité de régulation dédiée, avec un budget annuel estimé à 1,4 M€. Il souligne l'importance de former des spécialistes pour garantir la sécurité des installations. Par ailleurs, le stockage des déchets radioactifs pourrait être envisagé via des projets communs avec la Finlande ou la Suède. KEM est en discussions avec le ministère estonien du Climat et des travaux préparatoires sur le sujet bénéficieront d'un financement déjà inscrit au budget du ministère. Un appel d'offres à ce sujet est prévu en septembre 2025.

- énergies renouvelables

Des projets d'énergies renouvelables privés représentant plus de 2 Mds€ d'investissement sont en cours de développement au port de Ventspils. Ces projets visent à accompagner la transition du port, historiquement dédié aux énergies fossiles, vers une activité plus orientée vers les énergies vertes. Le projet principal est une usine d'ammoniac vert gérée par la société PurpleGreen et estimée à 1,3 Md€. D'autres projets incluent la production de biométhanol, de carburants durables (SAF), ainsi que des parcs solaires et des systèmes de stockage par batteries.

Plus d'information : article d'AST

La société SIA Consolis Latvija a inauguré à Rumbula une usine modernisée destinée à produire les premiers mats de parcs éoliens hybrides fabriqués dans les pays baltes. L'investissement s'élève à près de 2 M€ et a déjà permis de créer plus de 100 emplois. Ces structures en béton armé permettent d'installer les turbines à une hauteur supérieure à celles en acier ou en fer, ce qui favorise la production d'énergie en captant des vents plus puissants. Leur durée de vie peut dépasser cent ans. Les seize premières éoliennes sont destinées au parc de SIA Laflora Energy, filiale de Latvenergo, dont la mise en service est prévue en 2026. Le montage du premier projet commencera en juillet dans la tourbière de Kaigu, dans la région de Jelgava. La coopération se poursuivra avec le fabricant international Nordex. Les nouvelles capacités de production devraient aussi bénéficier aux marchés voisins.

Plus d'information : Article

- électricité

Le gestionnaire letton du réseau de transport d'électricité Augstsprieguma Tikls (AST) a signé un contrat de près de 800 000 € avec le cabinet ELLE pour réaliser l'étude d'impact environnemental d'une nouvelle ligne électrique 330 kV entre Ventspils (Lettonie) et

Varduva/Telsiai (Lituanie). Ce projet sera financé par le plan REPowerEU et vise à remplacer les lignes 110 kV vieillissantes ainsi qu'à renforcer la stabilité du réseau balte. L'étude devrait être finalisée d'ici mai 2026, avec une phase de conception en 2027-2028 et une mise en service prévue entre 2028 et 2032.

Transport et infrastructure

- ferroviaire

L'entreprise publique Latvijas dzelzceļš (LDz) a lancé un appel d'offres pour la modernisation de l'infrastructure ferroviaire sur le tronçon Torņakalns-Imanta, dans le cadre de la première phase de création d'une liaison ferroviaire de 1520 mm entre la gare centrale de Riga et l'aéroport international de Riga. Ce projet prévoit la rénovation ou la construction des systèmes de caténaire, de l'alimentation électrique, de la signalisation, ainsi que de nouvelles plateformes surélevées pour rendre l'espace accessibles à tous. Le projet comprend l'ajout d'équipement tels que du mobilier, des abris, des espaces stationnements vélos et d'un système d'information. Il s'inscrit dans les projets « RIX-RCS-Ogre » et « Modernisation de l'infrastructure ferroviaire passagers », financés par la politique de cohésion de l'UE 2021-2027. D'autres appels d'offres seront lancés en 2025. Ils concerneront les tronçons Jāņavārti-Ogre et Imanta-RIX, ainsi que la modernisation des gares de la région de Latgale.

Plus d'information : Article

La compagnie nationale airBaltic a inauguré un nouveau hangar de fret, le « Baltic Cargo Hub », à l'aéroport de Riga. Cette installation d'une superficie de près de 7 000 m² devrait permettre de traiter jusqu'à 45 000 tonnes de marchandises par an. Elle comprend des équipements semi-automatisés, des zones spécifiques pour les produits sensibles (pharmaceutiques), dangereux ou de valeur, ainsi que des infrastructures vétérinaires et douanières intégrées. Le hub est accessible à toutes les compagnies souhaitant étendre leur présence dans la région.

Plus d'information : Article

- aérien

Deux offres ont été soumises dans le cadre de la dernière phase de l'appel d'offres international pour l'extension du terminal passagers de l'aéroport de Riga. Elles proviennent de l'entreprise turque CCN Altyapi Yatirimlari ve Insaat et du consortium letton RIXLA. Le contrat sera conclu selon le standard international FIDIC Yellow Book. Les travaux devraient commencer au second semestre 2025, avec une mise en service prévue en 2029.

La compagnie aérienne flydubai commencera à opérer des vols directs entre Riga et Dubaï à partir du 12 décembre 2025. Trois vols hebdomadaires sont prévus. Ce service permettra aux lettons d'accéder au réseau de destinations de flydubai et d'Emirates.

Plus d'information : Article

ESTONIE

Energie

- énergies renouvelables

Le parc éolien et solaire de Sopi-Tootsi a été officiellement inauguré le 10 juin dans le comté de Pärnu (Sud-Ouest du pays). Ce parc, développé par l'opérateur Enefit Green, compte 38 éoliennes d'une capacité de production unitaire de 6,7 MW, ainsi que 112 000 panneaux solaires. Il produira plus de 770 GWh d'électricité par an, soit environ 10% de la consommation totale d'électricité de l'Estonie. Le coût total de ce projet s'élève à près de 400 M€.

- électricité

Les travaux de réparation de l'interconnexion électrique sous-marine Estlink 2 (reliant l'Estonie à la Finlande) progressent plus vite que prévu. La date de remise en service de l'interconnexion a été avancée de la mi-juillet au 25 juin. Une partie du câble sous-marin avait été endommagée par l'ancre d'un navire le 25 décembre 2024. Les travaux de réparation ont permis d'installer un nouveau câble de rechange d'environ un kilomètre de long, connecté aux sections non endommagées.

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Le développement de la ligne principale du projet européen Rail Baltica (ligne ferroviaire à grande vitesse entre les trois Baltes) a franchi une nouvelle étape : deux contrats (d'une valeur totale de près de 800 M€) portés par deux consortiums internationaux pour la construction de la ligne principale en Estonie ont été signés le vendredi 16 mai 2025.

Publiés en novembre 2023, les deux appels d'offres pour la construction de deux grandes portions de la ligne ont été remportés par deux consortiums, **parmi lesquels se trouvent quatre entreprises françaises :**

1. Le contrat « Alliance 1 » (394 M€) couvre la superstructure ferroviaire pour la section Ülemiste-Pärnu et la sous-structure pour la section Tootsi-Pärnu. Les parties contractantes sont : GRK Eesti AS, GRK Suomi Oy, AS Merko Ehitus Eesti, **NGE - BTP CONTRACTING**, Sweco Finland Oy, Sweco Sverige AB, et **TSO, travaux ferroviaires SAS**.
2. Le contrat « Alliance 2 » (332 M€) comprend la conception et la construction complètes de la section Pärnu-Ikla (frontière lettonne). Les parties contractantes sont : **Bouygues Travaux Publics**, Budimex S.A., **Ingérop Conseil et Ingénierie (ICI)**, KMG Infra OÜ, et WSP en Finlande.

Suite à la signature de ces deux contrats, s'ouvre une phase de finalisation des derniers plans de développement. **La construction devrait commencer après cette phase, c'est-à-dire fin 2025 ou début 2026.**

Environnement

Situé dans la ville industrielle de Kohtla-Järve (comté d'Ida-Virumaa, au Nord-Est de l'Estonie), le projet de construction d'une nouvelle usine de transformation de bois occupera une superficie de près de deux terrains de football, soit plus de 12 000 m^2, et produira du bois plaqué et stratifié à trois couches collées. Le coût du projet est estimé à 29 M€, dont 16 M€ investis par l'entreprise privée OÜ Layerwood Production et 13 M€ provenant du Fonds de transition juste (JTF) de l'Union européenne.

L'usine sera entièrement numérisée et automatisée, ce qui devrait permettre de créer 60 emplois à haute valeur ajoutée dans le comté d'Ida-Virumaa, très industriel et en décrochage économique par rapport au reste du pays. La majeure partie de la production devrait être exportée, principalement vers le marché européen où il existe une forte demande de produits en bois lamellé-collé. L'usine devrait entrer en activité au second semestre de l'année 2026.

Sobriété

L'Etat estonien a ouvert un programme de subventions de 80 M€ destinés à la rénovation d'immeubles d'habitation dans le pays. Ces rénovations devront débuter cet été et permettront d'améliorer les conditions de vie d'environ 10 000 personnes à travers l'Estonie. D'après le ministre estonien des Infrastructures, Kuldar Leis, ces travaux permettront aussi d'alléger la facture énergétique des ménages de 60 %. Ces 80 M€ proviennent des Fonds structurels de l'Union européenne et des ventes de quotas de CO_2.

Agenda

23-27 juin	Décarbonation de l'industrie – Varsovie & Prague, Programme d'immersion – Business France
11-12 juillet	International Conference on Air Conditioning, Heat Transfer and Energy Conservation, Prague
15-18 septembre	Conférence EMPRESS sur développement durable
21-22 septembre	International Conference on Environmental Science and Development, République tchèque
04 -11 novembre	Conférence Biomasse, Biogaz et Energie 2025, Přerov

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr